

31 mars 2009

**Consultation publique de la CRE sur les principes relatifs à  
l'acheminement du gaz pour les centrales de production d'électricité  
raccordées aux réseaux de transport de gaz naturel<sup>(\*)</sup>**

**Question 1 :**

Pensez-vous que l'analyse technique de GRT gaz est suffisante pour justifier un changement des règles d'acheminement et d'équilibrage ? Si non quels éléments complémentaires vous paraissent nécessaires ?

Réponse :

L'analyse fournie par GRTgaz présente le mérite de formaliser la problématique soulevée par l'intégration des cycles combinés au gaz dans les infrastructures gazières. Cette analyse est d'autant plus nécessaire qu'il n'existe pas à ce jour d'étude similaire sur ce sujet. Même si au stade actuel, cette analyse ne fournit pas de réponses à toutes les questions, elle permet de mettre cependant en exergue l'importance du défi à relever. Il convient donc de mettre à profit les prochains mois pour quantifier de façon plus fine la capacité du système gazier dans son ensemble (terminaux méthaniers, réseaux de transport, stockage) à fournir de la modulation intra-journalière à l'ensemble des consommateurs de gaz y compris les cycles combinés au gaz (en distinguant notamment les centrales en cours de construction, celles en projet ayant signé un contrat de raccordement et les autres projets) et en quantifiant précisément les coûts éventuels et les investissements potentiellement nécessaires pour y répondre. Il est en effet très important d'anticiper suffisamment à l'avance les besoins en moyens de modulation pour susciter à temps les éventuels investissements nécessaires pour y faire face, et, le cas échéant, adapter en conséquence les règles d'acheminement et d'équilibrage.

**Question 2 :**

Pensez-vous qu'il est souhaitable de maintenir un équilibrage journalier sur les réseaux de transport de gaz naturel ?

Réponse :

Jusqu'à présent, le profil de consommation gazière est caractérisé par une modulation essentiellement corrélée avec l'aléa climatique. C'est dans ce contexte que l'équilibrage journalier est mis en œuvre. C'est aussi le système qui a la préférence de l'ERGEG. Or, l'augmentation importante et prévisible de la puissance installée des CCCG est susceptible de modifier profondément ce paysage, et en conséquence le fonctionnement du système gazier. Il pourra alors être nécessaire de susciter des investissements, notamment en moyens de modulation. Si les études montrent que des investissements importants sont nécessaires pour subvenir aux besoins de modulation intra-

*\* EDF ne s'associe pas à ce document.*

journalière du système gazier, une solution envisageable pourrait être de mettre en place un système d'équilibrage horaire, car dans ce contexte, la préservation de l'équilibrage journalier aura pour conséquences de péréquer les coûts liés aux besoins de modulation intra-journalière sur toutes les catégories de consommateurs de gaz, et d'effacer les signaux de prix qui sont nécessaires tant pour orienter les investissements en moyens de modulation et leur utilisation optimale, que pour refléter les coûts de production des CCCG. Dans un tel scénario, l'équilibrage horaire serait effectivement le moyen de garantir une juste affectation des coûts et des besoins de modulation intra-journalière pour toutes les catégories de clients. Il convient toutefois de noter que la mise en place d'un équilibrage horaire généralisé pourrait être très coûteuse, notamment en raison des développements nécessaires en systèmes d'information et de la multiplication des interfaces.

### **Question 3 :**

Pensez-vous que les producteurs d'électricité doivent être soumis à l'obligation de fournir au GRT, la veille pour le lendemain, leur programme horaire de consommation de gaz naturel ?

Réponse :

Dans le cadre de la gestion du système électrique, les opérateurs de centrales communiquent à RTE un programme indicatif horaire de fonctionnement des centrales la veille pour le lendemain. Il est important que les opérateurs répercutent de manière indicative cette information en termes de consommation horaire de leurs centrales, la veille pour le lendemain, au GRT pour lui permettre d'en tenir compte dans la gestion de l'équilibre offre-demande du système gazier.

### **Question 4 :**

Quelle est votre analyse de la proposition de GRT gaz de mettre en place une obligation d'équilibrage horaire pour les centrales de production d'électricité, voire plus généralement, pour les gros consommateurs fortement modulés ?

Réponse :

La réponse à cette question est la même que celle à la question 2. Il n'y a pas de raison objective d'appliquer un traitement différent aux gros consommateurs dès lors que leur consommation est très fortement modulée.

### **Question 5 :**

Quelle est votre analyse du modèle « fourniture de la flexibilité intra-journalière par les GRT, dans le cadre de l'offre d'acheminement régulée » décrit au paragraphe 4.4.2 de la note de consultation ? Pensez-vous que l'offre correspondante, si elle s'avérait payante, devrait être optionnelle ?

Réponse :

La réponse à cette question est la même que celle à la question 2.

Tant que les études n'auront pas défini de façon précise les investissements nécessaires dans les infrastructures concourant à la modulation intra-journalière, il est prématuré de se prononcer sur cette question.

Le caractère optionnel de cette offre tel qu'il est posé, soulève des difficultés notamment au niveau des investissements en moyens de modulation. En effet, hormis le stock en conduite qui est de la responsabilité du GRT, les autres moyens de modulation relèvent de la responsabilité des opérateurs de stockage, de GNL, et de producteurs. Comment pourrait-on inciter les opérateurs à investir dans les moyens de modulation sachant que les services qu'ils fournissent ne seront rémunérés qu'une fois

que la CRE aura reconnu les surcoûts réels, et qu'elle aura proposé de nouveaux tarifs d'utilisation des réseaux de transport aux ministres, de façon à ce que ces coûts soient couverts ?

L'offre optionnelle de modulation intra-journalière ne peut être envisageable que si les moyens de flexibilité existent déjà en quantités suffisantes, car dans le cas contraire où il faut que le GRT ou les opérateurs de flexibilité engagent des investissements pour y faire face, cette option conduira à d'inévitables coûts échoués.

**Question 6 :**

Quel que soit le modèle retenu, êtes-vous favorable à ce que les différences de traitement soient prévues en fonction de l'emplacement géographique des centrales électriques, ou en fonction de l'avancement des projets ? Si oui, lesquels et suivant quels critères ?

Réponse :

Selon leur emplacement géographique, les centrales électriques peuvent occasionner des investissements de raccordement et/ou de renforcement plus ou moins importants pour le système gazier. Il est par conséquent très important d'en tenir compte. Pour ce qui concerne les projets en cours et à venir, il convient que le GRT définisse des procédures de raccordement donnant une visibilité suffisante aux porteurs de projets pour leur permettre de prendre correctement en compte les risques associés.

**Question 7 :**

Dans l'hypothèse où des obligations d'équilibrage horaire seraient introduites, pensez-vous qu'elles devraient s'appliquer seulement aux expéditeurs pour l'alimentation des centrales électriques, aux expéditeurs pour l'alimentation de tous les plus gros consommateurs en fonction de seuils à définir, ou à tous les expéditeurs sur l'ensemble de leur clientèle ?

Réponse :

Même réponse que celle à la question 4.

**Question 8 :**

Que pensez-vous des suites de la consultation publique et de la poursuite des travaux du groupe de concertation envisagée au paragraphe 4.5 du document de consultation ?

Réponse :

L'AFG ne peut que partager l'analyse de la CRE selon laquelle toute différence de traitement doit être fondée sur des critères objectifs. S'il est évident que le critère relatif à l'emplacement géographique des centrales doit être pris en compte pour optimiser la conduite du système gazier, le critère relatif au stade de développement des projets nécessite en revanche une approche plus pragmatique conciliant à la fois la nécessité de ne pas créer de différence de traitement injustifiée et la nécessité de ne pas remettre en cause l'équilibre économique des projets déjà engagés par de nouvelles règles du jeu.